

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE  
L'HÉRAULT  
CANTON DE  
LODÈVE

# COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LODEVOIS ET LARZAC

## DÉCISION

N°  
CCDC-210420-044

portant sur

### AVENANT DE TRANSFERT MARCHÉ DE TRAVAUX CRÉATION D'UNE PLATEFORME TECHNIQUE AU LIEU-DIT « LES TOS » À LAUROUX « LOT N° 1 : GÉNIE-CIVIL »

Le Président de la Communauté de Communes Lodévois et Larzac,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2122-22,

VU la délibération n° CC\_200711\_03 du Conseil communautaire en date du 11 juillet 2020 par laquelle le conseil communautaire délègue au Président la prise de décision prévue à l'alinéa de l'article L.2122-22 du CGCT sus-visé,

VU le marché relatif aux travaux pour la création d'une plateforme technique au lieu-dit « Les Tos » à Laurox notifié le 1<sup>er</sup> août 2019, à la SAS TOUJA – ZA Les Garrigues – 31 impasse Jacquard – 34170 CASTELNAU LE LEZ,

VU les arrêtés préfectoraux n° 2019-I-994 du 2 août 2019 et n° 2019-I-1033 du 12 août 2019 actant le transfert de compétences eau et assainissement à la communauté de communes Lodévois et Larzac,

**CONSIDÉRANT** que la compétence eau potable a été transférée à la communauté de communes Lodévois et Larzac au 1<sup>er</sup> janvier 2021,

**CONSIDÉRANT** qu'au titre du transfert de compétence, ce marché peut-être transféré à la communauté de communes Lodévois et Larzac,

### DÉCIDE

**ARTICLE 1 :** D'approuver le transfert du marché relatif aux travaux pour la création d'une plateforme technique à Laurox au lieu-dit « Les Tos », du SIEL à la Communauté de Communes Lodévois et Larzac, dans le cadre de la compétence eau potable, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021,

**ARTICLE 2 :** Le montant du marché transféré s'élève à 66 697,83 euros HT soit 80 037,40 euros toutes taxes comprises,

**ARTICLE 3 :** La dépense correspondante est inscrite au budget eau potable de la communauté de communes Lodévois et Larzac, section d'investissement, chapitre 21, article 21311,

**ARTICLE 4 :** La présente décision sera inscrite au registre des délibérations,

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Lodève, le vingt avril deux mille vingt et un

Le Président,  
Jean-Luc REQUI

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.